

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 1 an
Seine, S.-et-O. 8 15 30 30
France, colon 9 16 30 32
Etranger 10 18 35 35
TELEPHONE
Administr. Guit. 01-67-01-74-01-75
Rédaction Guit. 01-76-01-77-01-78
Stéphien PICHON
Directeur Périodique

MERCREDI
24
OCTOBRE
Le Numéro 10 Centimes
SAINT MAGLOIRE
55^e Année - 1917 - N° 20.065
61, rue Lafayette, Paris (9^e)

L'ASSAUT VICTORIEUX DE NOS TROUPES chasse l'ennemi des carrières de l'Aisne et enlève le fort de la Malmaison

Les carrières de Fruty, de Bohery, de Montparnasse ; 3 villages, Allemant, Vaudesson, Chavignon ;
25 canons et un énorme matériel ; les vues libres sur la plaine de Laon ; 3 kilomètres et demi d'avance

7.500 PRISONNIERS

Une journée glorieuse

Nos soldats ont remporté, hier, une brillante victoire au nord de l'Aisne. Dans un élan irrésistible et malgré une résistance acharnée ils ont enlevé de haute lutte les positions dominantes que l'ennemi détenait encore dans le secteur d'attaque. Trois villages, le fort de la Malmaison, plus de 7.500 prisonniers, 25 canons lourds et de campagne tombés entre nos mains, tel est en raccourci le bilan de cette glorieuse journée.



Le général Maistre

C'est dans le secteur compris entre la région est de Vauxaillon et la région ouest de Braye-en-Laonnois que l'attaque s'est développée. Lors de nos précédentes offensives, l'ennemi était parvenu à s'accrocher sur les hauteurs dominantes situées au nord-est de Laffaux ainsi que sur la partie occidentale du Chemin des

COMMUNIQUES FRANÇAIS

23 Octobre, 14 heures.

Ce matin, à 5 heures 15, après une préparation d'artillerie qui a duré plusieurs jours, nos troupes se sont portées à l'assaut des puissantes organisations allemandes dans la région d'Allemant et de la Malmaison.

Sur tout le front d'attaque, nous avons largement progressé et fait de nombreux prisonniers.

23 Octobre, 23 heures.

Au nord de l'Aisne, l'attaque que nous avons déclenchée, ce matin, s'est développée dans des conditions extrêmement brillantes. En dépit du brouillard et de la pluie, NOS TROUPES ONT ATTAQUE AVEC UNE FOUCUE ADMIRABLE LES FORMIDABLES ORGANISATIONS DE L'ENNEMI DEFENDUES PAR LES MEILLEURES TROUPES DE L'ALLEMAGNE ET APPUYEES PAR UNE NOMBREUSE ARTILLERIE.

D'un premier élan, nos soldats ont enlevé la ligne jalonnée par les carrières de Fruty et de Bohery. Peu après, le fort de la Malmaison, au centre, tombait entre nos mains. Poussant plus avant, nos troupes, après un combat acharné, où elles ont fait preuve d'un mordant irrésistible, ont rejeté l'ennemi des carrières de Montparnasse, en partie défoncées par nos gros obus.

A gauche, notre progression se poursuivait avec le même succès ; les villages d'Allemant et de Vaudesson restaient en notre pouvoir, tandis qu'à droite nos soldats portaient leurs lignes sur les hauteurs dominant Pargny-Filain. Enfin, au centre, nos troupes, bousculant les réserves fraîches de l'adversaire, s'emparaient de haute lutte du village de Chavignon. Sur ce point, notre avance atteint trois kilomètres et demi en profondeur.

Les pertes subies par l'ennemi, au cours de cette journée de lutte, ont été considérables et s'ajoutent à celles qui lui a causées notre préparation d'artillerie.

LE CHIFFRE DES PRISONNIERS ACTUELLEMENT DENOMBRES DE-PASSE 7.500. DANS L'ENORME MATERIEL CAPTURE, NOUS AVONS COMPTE 25 CANONS LOURDS ET DE CAMPAGNE.

Malgré un temps très défavorable, l'aviation a assuré de la façon la plus audacieuse les missions qui lui incombait, les appareils volant à 50 mètres au-dessus des lignes.

La conquête des cavernes

(De l'envoyé spécial du Petit Journal)

Front français, 23 Octobre. — Enfin les Allemands ont connu cette nuit ce que c'était que de l'artillerie, seulement elle était française. Mais plaçons dans le cadre cette haute victoire.

Les plus fortes positions que l'ennemi tenait sur le front occidental étaient sur l'Aisne. Là les travaux de la paix avaient préparé les redoutes de la guerre. Au revers d'un plateau, de grandes carrières éventraient profondément notre sol. Dix de leurs tunnels, genre Mort-Homme, ne valaient pas l'une d'elles. Leurs noms en étaient devenus fameux. C'étaient les Beaulieu, le Panthéon, les Casemates, la Montparnasse, la Royale. Le Boche s'était enfoncé dedans et il y était depuis trois ans ; il n'y est plus ce matin.

S'il n'avait eu que ces cavernes, il eût déjà été heureux ; il avait plus de bonheur encore ; derrière elles, défense terrible, s'élevait la Malmaison. Tenant le sol par-dessous, le dominant par-dessus, il riait. Il ne rit plus.

La charnière a craqué

Il riait parce qu'il savait que les Français, après tout, n'étaient que des hommes et que des hommes ne pourraient s'attaquer à des défenses éternelles. C'est pour-quoi Hindenburg, qui, lui, est un dieu, en avait fait sa charnière. Donner l'assaut aux pentes du Plateau des Dames, c'était vouloir l'annihilation de sa race, c'est comme si l'on prétendait lancer un régiment à la conquête d'une ville dont les maisons seraient bondées de troupes, dans les caves, dans les escaliers, dans les couloirs, sur les toits.

La différence ici est que les couloirs étaient immenses et pouvaient englober une brigade. Les caves, les escaliers, les toits, n'étaient pas étroits non plus. Pour une charnière, c'était donc une charnière.

Malheureusement un jour, cette charnière, qui jusqu'ici avait été une si gentille charnière, se mit à grincer. En avril, de cette année, elle grince même tellement fort qu'elle en réveilla l'Allemagne. Mais à grincer de la sorte avec des dents si jeunes, elle se cassa la mâchoire : l'Allemagne se rendormit. Un maître dentiste surgit alors, lui raffermi les gencives, lui reposa des molaires et ce matin, ce matin 23 octobre, dans une fureur enflammée, la charnière craqua entre les mains d'Hindenburg.

Un ouragan de feu

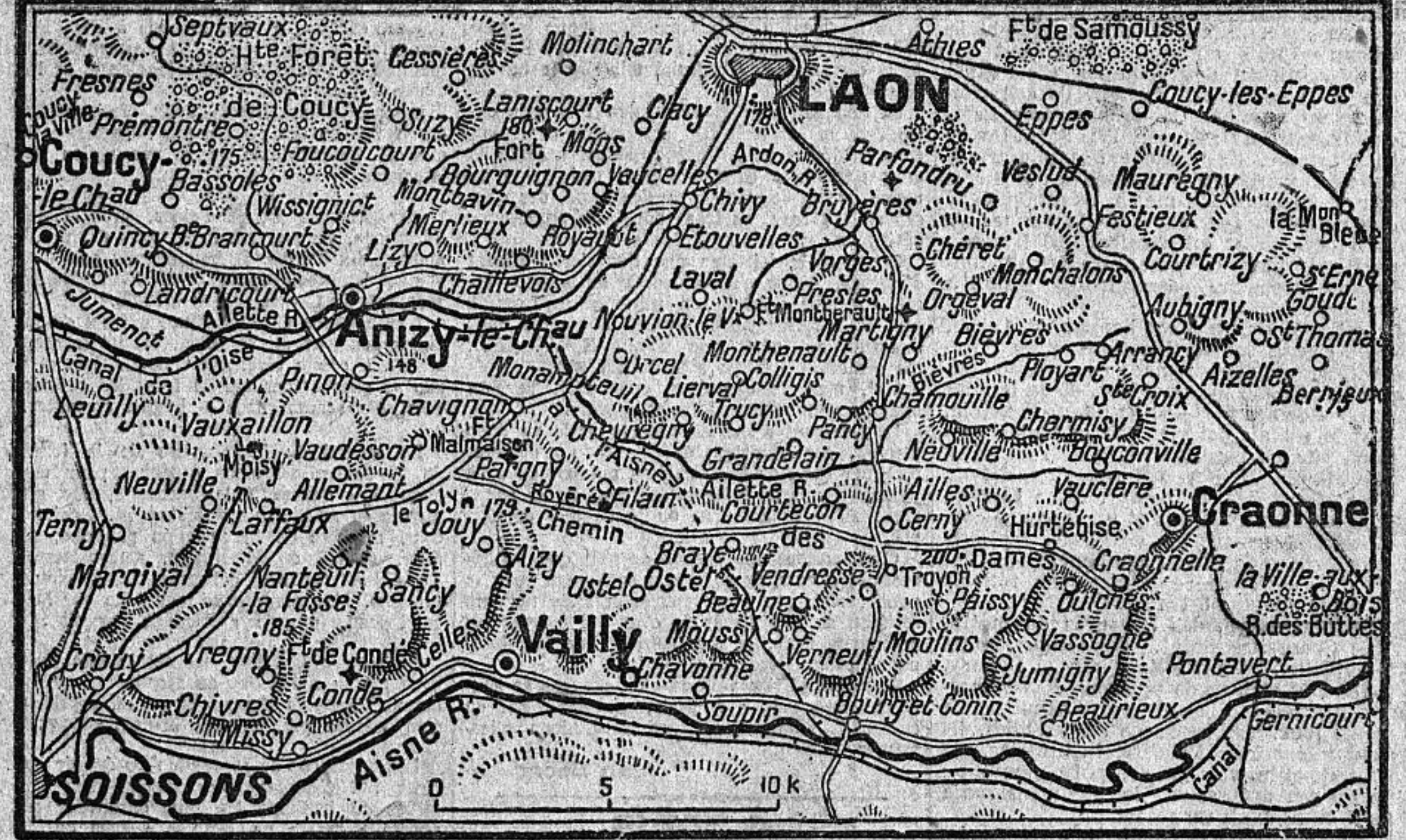
Ce fut le plus rude assaut des assauts de la guerre. Verdun n'avait pas vu cet ouragan. La dernière heure fut gigantesque, pour la première fois, se mirent, parmi les innombrables artères, à entamer un feu roulant. Ce n'était plus des obus qui tombaient sur l'ennemi, c'était des nappes de feu. Les positions allemandes noyées dans la flamme. Les hommes le regardaient interdits comme un spectacle que n'auraient jamais dû voir les hommes et, incroyables épisodes, vers cinq heures du matin, en plein milieu de ce déluge rouge, une fusée s'élevait de nos lignes — Que veut-elle dire ? demandâmes-nous — C'est un gouteur qui demande de l'artillerie ! nous répondit-on.

Un moment avant, dans la boue, nous avions vu passer un bataillon. C'était la nuit, si l'on peut dire qu'il fait nuit quand le ciel est lumineux. Ce bataillon était un de ceux de l'attaque. Il marchait en belle humeur. C'est incroyable ! Je sais qu'on me taxera de menteur. Les menteurs sont ceux qui ne veulent pas croire au miracle qui se passe à ces heures héroïques dans le cœur du soldat français.

L'attaque s'annonçait comme terrible. Dans les affaires précédentes, les Allemands avaient défilé leurs premières lignes. Des postes d'écoute seuls étaient restés à leur place. C'était leur nouvelle tactique. L'assaillant savait qu'il ne se heurterait pas à l'assailli, qu'il n'aurait à se garder que contre son retour. Ici c'était le contraire.

Leurs divisions d'élite étaient là

Il y avait là, terrés dans les cavernes, les plus fameuses divisions allemandes.



Dames jusqu'à l'Epine de Chevreign. Son front formait à cet endroit deux saillants successifs dont la défense avait été puissamment organisée. Le village d'Allemant constituait le centre du premier saillant, tandis que le fort de la Malmaison se trouvait au milieu du second. L'objectif de notre offensive était de chasser les Allemands de ces deux saillants et de les refouler vers au nord, sur les pentes descendant vers la vallée de l'Ailette.

La préparation d'artillerie avait duré plusieurs jours et plusieurs nuits. Elle atteignit lundi soir et dans la nuit une activité formidable. Enfin, hier matin, le général Maistre qui commandait les troupes donna à 5 heures 15 l'ordre d'attaquer. A gauche et au centre opéraient les éléments des 14^e, 21^e et 11^e corps, tandis qu'à la droite se trouvait une division de chasseurs sous les ordres du général Brissaud-Desmaillat. Dès le premier signal, ces vaillantes troupes partirent à l'assaut avec une fougue admirable.

A notre gauche et au centre, c'est-à-dire au saillant d'Allemant et de la Malmaison, la tâche de nos soldats était extrêmement dure. Pour protéger ses positions principales l'ennemi avait établi une puissante organisation défensive partant des carrières de Fruty, situées à 2 kilomètres à l'est du Moulin de Laffaux, près de la route de Maubeuge et allant aboutir aux carrières Bohery, situées au sud du Chemin des Dames, près du chemin conduisant du village de Jouy au fort de la Malmaison. Cette organisation fut enlevée pour ainsi dire en un tour de main.

Encouragée par ce premier succès, notre colonne gauche gravissait la pente au delà de laquelle est situé le village d'Allemant et s'empara de la localité. Puis, s'avançant encore vers le nord, elle délogea les Allemands de Vaudesson et l'occupait, résistant à toutes les contre-attaques ennemies.

Au centre nos vaillants soldats, après

La méthode offensive du général Pétain

Après notre offensive de Champagne du printemps dernier, des représentants autorisés du grand état-major allemand n'avaient pas hésité à proclamer que nous venions de jeter notre dernier feu et que désormais nous étions réduits à nous tenir sur la défensive.

Le général Pétain a su donner le meilleur démenti à ces prévisions intéressées. Les brillants résultats des diverses opérations militaires qu'il a prescrites, aussi bien dans les Flandres que sur les deux rives de la Meuse et hier encore sur le front de l'Aisne, sont là pour démontrer jusqu'à la dernière évidence la grossière erreur d'appréciation commise par l'état-major ennemi.

Il convient d'insister sur la manière dont ont été menées ces différentes opérations. En attendant l'heure des actions décisives, le commandant en chef français a décidé d'user l'ennemi en lui imposant sa volonté sur des points de son choix, à l'heure de son choix. Les attaques sont préparées suivant une méthode parfaitement adaptée aux conditions de la guerre actuelle. Cette préparation est tellement méthodique qu'elle permet lorsque le moment est venu d'escompter le succès comme sûr. L'opération se déclenche alors et donne fatalement le résultat attendu. L'objectif reste strictement limité de manière à éviter l'écueil résultant d'une progression hasardeuse qui vient toujours s'arrêter, l'expérience l'a montré, sur les positions les plus défavorables.

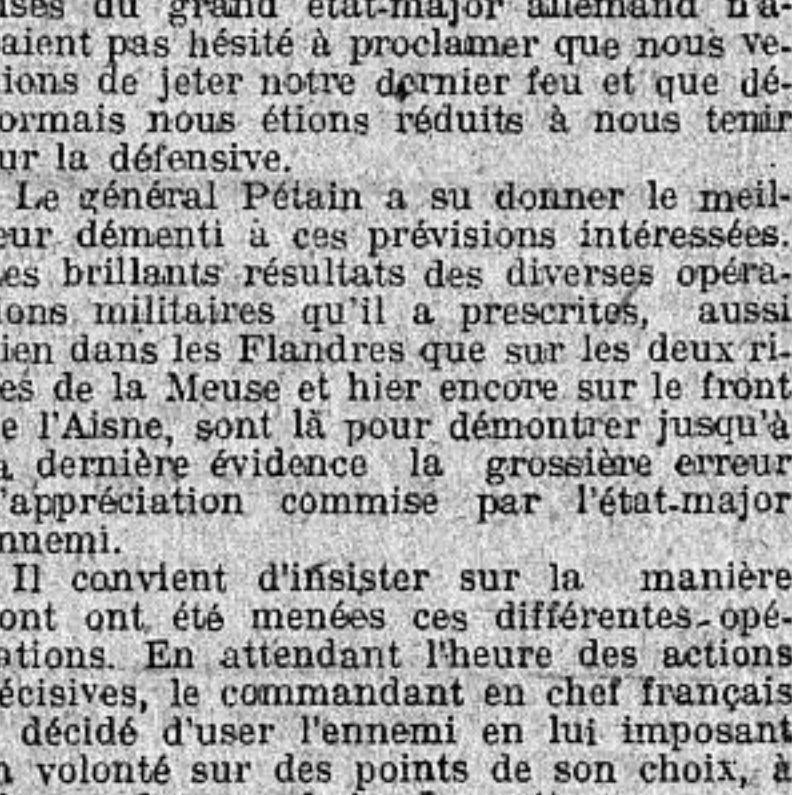
On ne doit pas reprocher à cette méthode d'être trop longue, car elle mène lentement et sûrement à son but, mais sûrement au but avec le minimum d'âmes et de pertes.

Verdun décoré par la Grèce

Athènes, 23 Octobre. — La Nea Hellas annonce que le gouvernement grec a décidé de décorer Verdun.

Une pièce de zepelin

La nacelle d'observation (après l'atterrissage)



Voici en quels termes le communiqué allemand rend compte de l'action en se gardant bien d'avouer la défaite :

Au nord de Soissons, il n'y a eu, dans la nuit, en raison du brouillard, qu'une assez faible canonnade et des tentatives de reconnaissances françaises.

Mais, vers midi, la bataille d'artillerie a recommencé avec toute sa formidable intensité. La dépense de munitions de tous calibres a atteint, dans la soirée, dans la zone de combat, entre la dépression de l'Ailette et Braye, un chiffre gigantesque.

A la tombée de la nuit, le tir de l'artillerie ennemie s'est arrêté pour prendre, à partir de minuit, les proportions d'un feu roulant ininterrompu.

A la pointe du jour, la bataille d'infanterie a commencé par de fortes attaques françaises.

Trois divisions de la garde, la division bavaroise, la division wurtembergeoise, d'autres moins célèbres, mais plus nombreuses. A peine sortis, les nôtres allaient tomber en pleine meute aux aguets. Ils sortirent.

Ils n'attendirent pas le petit jour. Ils sortirent en pleine nuit. Le feu illuminait le ciel, non le sol. C'est dans l'obscurité qu'ils s'avançaient. Il était cinq heures, un quart. Ce qu'ils allaient tâcher de faire, c'est de museler les cavernes, d'atteindre leur entrée avant que les autres eussent eu le temps de les quitter. L'intensité des monstres ne cessait pas. Les premiers objectifs étaient Gohineux et La Malmaison, l'effroyable Malmaison. Les nôtres n'allaient pas au hasard, ils marchaient à tant de mètres par minute, se suivaient dans tel ordre, aborderaient l'obstacle par tel bout et de telle manière. Ce qu'il leur fallait avant tout, après le courage, c'était le sang-froid, la présence d'esprit, la mémoire, la première condition pour leurs actes terrifiants était le calme. Ils l'eurent.

Le jour, peu à peu, en se levant, faisait pâlir les feux fantastiques. Une brume légère hésitait sur le plateau. Devant l'énormité de la tâche qu'ils avaient à réussir, l'esprit de tous les témoins n'osait se hausser jusqu'à l'héroïsme qu'elle commandait et vers lequel si simplement, pendant ces minutes, nos soldats montaient. Ce que la pensée jugeait au-dessus de la volonté humaine, le vouloir guerrier de la France l'accomplissait. Sous un feu que toutes les Saintes Ecritures n'ont pas encore fait prévoir en enfer, leurs yeux sur le but, ils s'avançaient, et les Allemands reculaient. La lutte qu'ils menèrent est épique ; elle sera racontée quelque jour comme l'un de ces cycles dont s'honorent les nations.

Trois heures de gloire française

A 7 h. 30, la ferme Gohineux était réduite ; le château de la Motte était enlevé ; La Malmaison était pris.

A 8 h. 45, ils chassaient 1.000 prisonniers derrière eux.

A 9 heures, ils muselaient la bête dans la carrière Montparnasse, s'en emparaient et passaient.

La carrière Montparnasse était profonde à contenir deux divisions. Ils prenaient le village d'Allemant et atteignaient l'Orme. A 9 h. 55, ils emprisonnaient un bataillon. C'est un pigeon voyageur ennemi qui nous l'apprit. Le chef disait à sa division : « Demande à tout prix des renforts ; suis cerné au nord-ouest d'Allemant. »

A 10 h. 30, la carrière du Préfet, la ferme de l'Orme tombaient.

Tout le plateau était pris, le Boche dégringolait dans la vallée de l'Ailette. Six mille prisonniers. Une nouvelle gloire, des mains de nos soldats, tombait sur la France.

Albert Londres,

Le nouvel emprunt

L'emprunt dont on avait parlé à plusieurs reprises dans ces derniers mois va être réalisé. M. Klotz, ministre des Finances, a fait connaître hier le texte du projet à ses collègues du Conseil des ministres. Il a été autorisé à le soumettre sans délai au Parlement. Dans ces conditions, M. Klotz déposera son projet demain jeudi sur le bureau de la Chambre. On sait qu'il est d'usage que la commission du budget fasse immédiatement son rapport afin que le débat puisse venir dans les vingt-quatre heures au Palais-Bourbon, et dans les vingt-quatre heures suivantes au Sénat.

L'emprunt projeté sera le troisième émis par la France depuis le début de la guerre. Les deux précédents ont été du type 5 pour cent. Le prochain comprendra des dispositions toutes nouvelles qu'il est interdit aujourd'hui d'exposer et qui sans doute seront publiées demain.

60 francs le prix du blé en 1918

Sur la proposition du ministre de l'Agriculture, et en vue d'accroître les surfaces emblavées, le Conseil des ministres a décidé que le prix du blé récolté en France en 1918 ne sera pas inférieur à 60 francs. La taxe du blé de la récolte de 1917 est maintenue au prix de 50 francs. Des mesures seront prises pour qu'aucune fraude n'ait lieu par la substitution du blé d'une année à celui de l'autre et pour que la taxe des céréales secondaires soit strictement appliquée.

Le Monsire dépecé

D'importantes pièces du L-49 seront exposées à Paris

M. Dumesnil, sous-secrétaire d'Etat de l'Aéronautique militaire et maritime, a donné des instructions pour que, à défaut du dirigeable L-49 lui-même, dont le transport est impossible par suite des avaries, soient expédiés d'urgence à Paris les nacelles montées, les hélices, le fanion du zeppein et, d'une façon générale, les épaves intéressantes et transportables. Une exposition publique sera très prochainement organisée aux Invalides.

En Angleterre les zeppelins firent 90 victimes

Londres, 23 Octobre. — (Officiel). — Le nombre total des victimes de l'incursion aérienne de vendredi dernier est de 34 tués et 56 blessés. — (Havas)

Le Cabinet Painlevé est reconstitué

M. Barthou devient ministre des Affaires étrangères

M. Painlevé, président du Conseil, a, comme nous le faisons prévoir, confié à M. Barthou, ancien président du Conseil, ministre d'Etat, le portefeuille des Affaires étrangères, que détenait M. Ribot, qui démissionna en même temps que tous les membres du cabinet.

Hier matin, M. Painlevé, après avoir conféré dans la matinée au ministère de la Guerre avec plusieurs de ses collègues du cabinet, dont MM. Barthou, Steeg, Franklin-Bouillon, Moutier et Albert Thomas, alla faire différentes visites, notamment à M. Bourgeois. Il avait en outre consulté des personnalités politiques, et tout particulièrement M. Viviani, ancien président du Conseil, auquel il offrit sans combinaison une vice-présidence éminente à la fonction de « ministre de la parole ». Ce parlementaire le remercia de son offre, mais la déclina. M. Painlevé interrompit ses pourparlers pour se rendre à l'Elysée où il assista au déjeuner offert par le Président de la République à M. Machado, président de la République portugaise.

Il rentra vers deux heures moins le quart au ministère de la Guerre, s'entretenant de nouveau avec plusieurs de ses collègues, puis reparut en auto à l'Elysée, où il eut une assez longue conversation avec M. Poincaré.

M. Painlevé revint de l'Elysée à quatre heures moins le quart au ministère de la Guerre, après avoir fait signer au Président de la République, le décret nommant M. Barthou, ministre des Affaires étrangères, en remplacement de M. Ribot.

Il fut décidé que la nomination de M. Barthou paraîtrait ce matin même au Journal Officiel. En même temps que l'acceptation de sa démission, comme ministre d'Etat et de l'acceptation de la démission de M. Ribot, toutes les autres démissions étaient refusées.

On apprit au retour de M. Painlevé qu'un Conseil des ministres aurait lieu à six heures à l'Elysée, pour l'expédition des affaires courantes.

M. Barthou y assista comme ministre des Affaires étrangères.

A sept heures et demie, le Conseil prenait fin.

A la Chambre

La nouvelle de la modification apportée dans la composition du ministère fut dans les couloirs intérieurs de la Chambre et dans le salon de la Paix l'objet de toutes les conversations et, à quatre heures, quand la nouvelle fut rendue officielle, elle ne causa aucune surprise, les journaux l'ayant fait pressentir.

Le groupe socialiste était alors réuni. Il rédigea le communiqué suivant :

« Le groupe socialiste de la Chambre, réuni le 23 octobre, a été avisé pendant sa séance que la crise ministérielle était dénouée par le remplacement de M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, par M. Barthou, ministre d'Etat. »

« Le groupe, examinant les nécessités d'action que lui crée la situation politique générale, a décidé la nomination d'une commission permanente, renouvelable tous les trois mois. »

Cette commission sera chargée, en toute circonstance, de préparer les travaux et décisions du groupe. Celui-ci sera appelé par elle à donner ses solutions sur les problèmes posés devant le pays.

« Le groupe se réunira de nouveau ce matin. »

Il a désigné pour constituer la commission dont nous parlons MM. Marcel Cachin, Hubert Rouger, Mayéras, Mistral, Renaudel, Sembat et Albert Thomas.

D'autre part, le groupe radical socialiste se réunira demain matin au Palais-Bourbon.

Une interpellation

A la séance de demain à la Chambre, M. Augagneur, ancien ministre de la Marine, demandera à développer une interpellation sur la modification apportée dans la composition du Cabinet.

On parlait aussi d'une intervention à la tribune du Sénat de M. Ribot. Nous croyons savoir que l'ancien président du Conseil ne prendrait la parole que s'il y était forcé au cas où une interpellation au gouvernement se produirait.

Cinq minutes de séance

Séance de cinq minutes, hier, à la Chambre. M. Paul Deschanel, l'ouvre à 3 h. 20 devant une soixantaine de députés qui conversent avec une extrême animation dans l'hémicycle.

Le banc du gouvernement est désert. On valide un certain nombre de nominations aux grandes commissions, puis la Chambre s'ajourne à demain jeudi, 3 heures.

Une voix au centre. — Et s'il n'y a pas de gouvernement ?

M. Deschanel. — Ce n'est pas à moi de vous répondre (Sourires).

La séance est levée à 3 h. 25.

M. Louis Barthou

M. Louis Barthou, qui est âgé de 55 ans, fait partie de la Chambre depuis 1889 et représente l'arrondissement d'Orléans. Avocat, président du conseil général des Basses-Pyrénées, il fut appelé, à 32 ans, à faire partie des conseils du gouvernement comme ministre des Travaux publics dans le cabinet Charles Dupuy (mai 1894 à janvier 1895). Il a été par la suite ministre de l'Intérieur, de la Justice et de l'Instruction publique, dans différents ministères. Président du Conseil en 1913, il présenta et fit voter la loi de trois ans.

C'est la première fois que M. Louis Barthou, qui était entré dans le cabinet Painlevé en qualité de ministre d'Etat, est appelé à diriger notre politique extérieure comme ministre des Affaires étrangères.

Vous en 2^e page : Une conversation avec le président de la République norvégienne.

On peut compter sur le Portugal pour défendre la civilisation nous dit le Président Machado

Le Président de la République portugaise, revenant de sa visite au front et voyageant incognito est arrivé hier matin à Paris, par la gare du Nord. M. Steeg, ministre de l'Intérieur, lui a souhaité la bienvenue au nom du gouvernement français. A la fin de la matinée, M. Bernardino Machado a rendu visite au Président de la République qui l'a reçu à déjeuner.

A l'issue du déjeuner de l'Élysée, M. Machado a tenu à recevoir, dans l'hôtel de la légation du Portugal, avenue Kléber, la colonie portugaise. Et c'est au cours même de cette réception que le Président a bien voulu s'adresser à un instant — dans le cabinet même du ministre du Portugal à Paris, M. Joe Chagas — pour faire au représentant du *Petit Journal* les déclarations suivantes :

— Comme vous le savez, je viens de parcourir tous les fronts situés en France : j'ai visité, avec M. Poincaré, les fronts français et portugais, puis, avec des officiers supérieurs, le front anglais. Je suis allé aussi en Angleterre pour saluer nos troupes portugaises, qui s'y trouvent en deux camps, l'un au front, l'autre à l'arrière. Me voici à Paris, sur l'invitation du Président de la République française, et j'ai reçu un accueil cordial qui sera bien sensible à la République portugaise.

Le Président Machado prononce ces mots avec une forte intonation qui les soulève. Souriant, alerte, il donne une sensation de jeunesse et d'activité prodigieuse.

— Vous n'êtes pas trop fatigué ? demandons-nous.

— On se porte toujours à merveille et l'on est toujours heureux lorsqu'on se trouve en France, nous répond-il.

Et que pensez-vous, monsieur le Président, de nos visites sur nos différents fronts ?

— J'en emporte l'impression que notre effort commun réussira forcément, mathématiquement. Mais, en même temps, mon cœur est véritablement hanté par ces tableaux douloureux de destruction. On voit et l'on admire l'effort, on a la volonté de l'intensifier toujours et de plus en plus ; mais aussi l'on comprend qu'il faut l'accomplir vite parce qu'un tel spectacle ne doit pas durer longtemps. Il faut faire tout possible pour arrêter ce fléau qui est la guerre. Dans ce but, l'on peut compter sur nous dans tous les cas, en effet, que nous avons été les bases de cette esprit humanitaire du Portugal et les découvertes de notre pays qui ont puissamment aidé tous les vrais amis du progrès.

Il faut donc que le Portugal continue à lutter avec nous, contre les ennemis de notre civilisation ; nous en avons le droit et le devoir. Au reste, nous avons tous compris, et dès la première heure, ce devoir. Dès que nous avons appris que les Allemands marchaient sur la Belgique, nous sommes allés au front, nous nous sommes déclarés prêts à toute intervention, sur la terre de France ; nous nous sommes offerts à lutter à vos côtés et aux côtés de nos anciens alliés, les Anglais. Et aujourd'hui, nous sommes prêts à aller combattre pour la civilisation qui n'a aucun prix ni ne peut laisser atteindre.

Mais M. Machado doit partir de Paris dans quelques minutes : l'aimable ministre du Portugal à Paris vient nous le rappeler. Devant l'hôtel, les moteurs des autos ronfent déjà.

Sur un quai de la gare d'Orsay est le train spécial qui doit emmener le Président à Lisbonne. M. Machado est reçu sur ce quai par M. Ribot, Bientôt, M. Poincaré, accompagné de sa maison militaire, vient s'entretenir une dernière fois avec le chef de la nation. Les deux présidents causent ensemble pendant près de cinq minutes pendant que les personnages présents forment un cercle à quelque distance. Quatre heures, un coup de sifflet retentit : M. Machado monte dans son wagon accompagné par M. José Chagas et de ses secrétaires et, à travers la place de la voiture, se tenant debout, il salue en souriant les assistants pendant que le train s'ébranle.

LES COMITÉS DU BLÉ

Le blé est devenu l'un des éléments essentiels de la victoire. La France, qui n'a pas produit en 1917 la moitié de sa consommation normale, pourrait produire beaucoup plus, même en temps de guerre, par l'augmentation des emblavures, l'augmentation du prix du blé et les façons culturales, notamment la culture en ligne et le sarclage.

Pour obtenir cette meilleure production, en 1918, la Ligue française (présidente d'honneur : M. Ernest Lavisse, le général Paul) vient de prendre l'initiative de la création dans toute la France de « Comités du blé ».

Ces comités, analogues à ceux de l'or, ont pour but de montrer la nécessité de la culture du blé, de recruter la main-d'œuvre volontaire, de faciliter de toutes manières la production de la précieuse céréale. Ils agissent avec les concours des comités et syndicats agricoles.

La Ligue française met à la disposition des comités du blé son organisation et ses tracts sur l'agriculture. La disette du blé. Comment la conjurer ?

Pour former rapidement des comités du blé, s'adresser à la Ligue française, 237, boulevard Saint-Germain (Paris-7).

Affectation des auxiliaires des viticulteurs. — Le ministre de la Guerre a décidé qu'à l'avenir l'affectation des auxiliaires devra être basée sur leurs charges de famille et l'ancienneté de leurs classes. Dans sa circulaire aux généraux commandant la région, le ministre dit en outre, que les hommes de cette catégorie qui auront les plus grandes charges de famille seront affectés à des emplois dans la ville la plus proche de leur résidence.

LE COURRIER de Washington !...

QUATRIÈME ÉPISODE

XIII. — A mort l'Amérique ! (suite)

Une autre question, en effet, plus insoluble que toutes les autres, se posait en ce moment, dans l'esprit de Pearl :

Quel était le rôle exact joué par le mystérieux T.O. Adams dans toutes ces aventures ?

Il n'a sauvé, pensait Pearl, ni la sauvegarde de l'incendie, et, si elle ne ment pas, il n'a sauvé encore en se jetant de la falaise dans la rivière... Cependant je suis certaine qu'il voulait voler le plan des défenses de Panama quand je me suis jetée sur lui, avec Toko ! Enfin, je suis certaine encore...

Mais elle se reprit très vite :

— Non ! je ne suis pas certaine... je me demande... si ce n'est pas lui qui m'a arraché le médaillon des mains, quand la tente en feu s'est écroulée !...

Mais la jeune fille était interrompue dans sa songerie par le brusque sentiment de l'espionnage.

Copyright 1917 in the United States of America by Marcel Allain.

Tous droits de reproduction, traduction et adaptation cinématographique réservés pour tous pays.

LA SPÉCULATION sur les pommes de terre

Deux nouvelles arrestations

L'administration ne s'est pas contentée d'un exemple. L'arrestation de M. Ravet et Meneux, que nous avons relatée, pour combattre la spéculation regrettable à laquelle se laissent entraîner trop de marchands ; elle a continué, lundi et hier, ses efforts louables. Elle a éprouvé une certaine résistance, que certainement d'ailleurs usera sa persévérance ; il y a eu un vigoureux l'on connaît les nouvelles mesures prises par la préfecture de police pour éviter le retour de faits semblables à ceux de dimanche.

Avant constaté que des marchands ou détaillants de Paris et de Seine-et-Oise vendaient à des prix qui, quoique n'atteignent pas 48 francs comme ceux de dimanche, dépassaient la normale, les agents verbalisent, et contre une vingtaine de personnes fut ouverte une information du commissaire spécial des Halles ; cette information a été suivie pour deux d'entre elles de l'envoi au Dépôt : ce sont M. Payan, 29, rue de la Ferrière, et la spéculation ne portait que sur un nombre peu considérable de pommes de terre, quelques centaines de kilos seulement, mais dont la qualité de mandarine aux Halles aggrava les faits, et M. Charles Cousin, marchand en gros, 1, rue Saint-Opportune ; ils seront poursuivis pour spéculation illicite et hausse sur les prix.

— Cette répression de la spéculation, nous a-t-on dit, à la Préfecture de police, va continuer avec fermeté, sans rigueur excessive. Mais il faut enlever le mouvement de hausse qui n'est motivé par aucune raison. Les agents ont en effet, normalement, la moyenne est de 500.000 kilos par jour. Or, hier, ils se sont montés à 526.000 kilos. Certains producteurs, on le sait, exigent un prix élevé, mais de ces prix à ceux exigés par certains marchands en gros, il y a une marge que ne peut tolérer la Préfecture de police. On ne dépassera pas les prix pratiqués avant le 13 courant, date à laquelle commença la hausse. Avec les moyens employés par l'administration on peut espérer arrêter cette hausse sans grand inconvénient en représailles.

Vous dire que nous avons trouvé un grand empiètement sur le carreau à nous suivre, ce serait excessif, mais le consentement a été à peu près général et nous tiendrons la main au respect de nos mesures. La seule indication de fermeté des pouvoirs publics a créé un meilleur état d'esprit sur le marché.

Ces mesures seraient d'ailleurs, croyons-nous, savoir, prochainement étendues à la France entière, seul moyen en réalité de créer un vrai cours régulier.

En attendant d'obtenir le lundi les bouchers fermeront le jeudi

La réunion organisée par la Chambre syndicale patronale de la boucherie de Paris, pour discuter la question de la fermeture hebdomadaire, a eu lieu hier soir, rue du Renard, sous la présidence de M. Lefèvre. Elle fut fort nombreuse.

M. Lefèvre lut un accord conclu entre les chambres syndicales patronales et ouvrières, le syndicat de la boucherie hippophagique, celui des marchés découverts et la préfecture de police, accord aux termes duquel tous les états devront fermer le jeudi.

L'assemblée presque tout entière cria alors : le lundi ! montrant qu'elle ne veut pas du jeudi. Mais M. Lefèvre explique que le jour choisi était imposé par la préfecture de police qui avait mis un veto formel au jour du lundi parce que ce jour-là le marché du poisson est fermé.

L'assemblée n'en continue pas moins de crier : le lundi ! et elle se scinde parfois sur l'air des « lampions ».

Des orateurs se succèdent. Tous sont acquis au principe du repos hebdomadaire et presque tous au lundi. Finalement, M. Henriot, secrétaire général du syndicat ouvrier, adjure les patrons bouchers d'accepter les termes de l'accord conclu par leur chambre syndicale, c'est-à-dire fermer le repos du jeudi, mais cela à titre transitoire, en attendant que le préfet de police, mieux informé, veuille bien lever son veto au choix du lundi.

Un ordre du jour en ce sens a été adopté à l'unanimité. Le voici :

1° L'assemblée accepte, à titre transitoire, la fermeture du jeudi ;

2° Elle demande au bureau d'obtenir, avec concours du syndicat ouvrier, la fermeture du lundi ;

3° Elle demande aussi au bureau d'exiger de la préfecture de police des garanties pour la réalisation de la suppression de toute concurrence déloyale.

Il s'agit, en ce dernier point, d'obtenir l'assurance que les boucheries clandestines, les marchands des quatre-saisons ou au panier, ne puissent vendre de la viande le jour du repos.

Le premier jeudi de fermeture ne sera pas le prochain — presque toutes les boucheries ayant déjà fermé lundi — ni le suivant — la semaine prochaine la fête de la Toussaint, qui comporte d'un commun accord dérogation, tombant ce jeudi — mais le jeudi 8 novembre.

Les rapatriements vont être repris

(Du correspondant du Petit Journal)

Genève, 25 Octobre. — On annonce officiellement que les convois d'évacués de Belgique reprendront le 1^{er} novembre.

Le 26 octobre, à 4 heures du matin, un convoi de sanitaires passera en gare de Cornavin, à destination de Lyon.

Du 30 juillet au 22 octobre, 55.566 évacués furent rapatriés, dont 30.000 femmes et 18.000 enfants. Depuis le début des transports, 263.725 évacués sont passés par Schaffhouse.

— Ah ! j'oublie que j'ai promis à père de passer la journée...

Elle soupira, commanda l'auto.

Le père était certain, trouvait réponse à pas mal des mystères qui l'angoissaient, si quelque bon génie, prenant en pitié son tourment, lui avait permis d'entendre ce qui se disait, bien près d'elle, à quelques blocs de maisons, chez un certain Smith Paterson...

Smith Paterson, aux yeux de sa concubine, ou, plus exactement, du clerk du building, passait pour un honnête commerçant recevant de nombreux commissionnaires en marchandises.

Hélas ! réunis dans une sorte de salubrité, ces soi-disant commerçants, Pearl Dare les eût facilement reconnus pour être en réalité les sinistres affiliés de la Menace Silencieuse...

Ce jour-là, nombreux, ils écoutaient le rapport que leur faisait, masqué, un personnage qui semblait être leur chef :

— Messieurs, débutait-il, je ne puis être partout à la fois... et vous ne possédez pas, non plus, le don d'ubiquité ! Rappelez-vous donc brièvement les derniers événements pour que, chacun d'entre nous, connaisse bien la situation...

Il faisait une pause, puis reprenait :

— En ce qui concerne le plan des défenses du canal, victoire complète. Ce plan et le médaillon volés sur mon ordre par le domestique de Paine, ont changé plusieurs fois de mains... Je les possédais quand je suis allé à Paris, mais, au cours de ma lutte avec Pearl Dare, je les laissai tomber dans la rivière... Vous savez comment,

LES INSTRUCTIONS du capitaine Bouchardon

Opérations importantes à brève échéance

Le capitaine Bouchardon semble vouloir mener de front les diverses instructions qui lui sont confiées, concernant les affaires de trahison et les derniers scandales. Les témoins défilent, se succèdent, venant déposer sur telle ou telle affaire, sans ordre apparent — remarquons-le. Car il se pourrait que certaines affaires débordent sur d'autres, qu'elles permettent entre elles des recoupements qui guideront le capitaine rapporteur dans le choix de ses convocations et de ses décisions. Il semble, à ce propos, que des opérations importantes ne vont pas tarder à être connues.

Les auditions d'hier

On nous communique la note suivante : Le rapporteur a longuement interrogé ce matin l'inculpé Landau, dans l'affaire du Bonnet Rouge.

Le rapporteur a recueilli cet après-midi les déclarations du détenu Rochette relativement aux agissements de Bolo avant la guerre.

Il a également entendu l'expert Perchère au sujet de son rôle dans l'affaire Bolo.

Rochette fait sa rentrée au Palais de Justice

Dans la matinée d'hier, le capitaine Bouchardon a entendu Landau ; on eût l'impression de la surprise de voir arriver au cabinet du capitaine rapporteur près le 3^e conseil de guerre le financier escroc Rochette.

Rochette avait été, on s'en souvient, arrêté à Amiens, où il servait dans le service automobile militaire sous un nom qui n'était pas le sien. Déferé devant la justice militaire, il avait été condamné à deux ans de prison pour désertion.

Rochette fut transféré à la Santé où il est mis à la disposition du Parquet de la Seine où sont ouvertes contre lui des affaires faites par lui entre sa première condamnation en tribunal de première instance et sa fuite au Mexique.

Rochette a vieilli. Sa figure s'est amincie, sa barbe grisonne, le cheveu devient rare. C'est une constatation qu'il lui-même et non sans mélancolie — en s'approchant avec inquiétude d'une glace qui se trouve dans l'antichambre du cabinet du capitaine Bouchardon. Il était vêtu en automobile.

Rochette était interrogé au sujet de l'affaire Bolo et sur ses affaires du Mexique et du Venezuela qui ont fait l'objet de la déposition du baron Cuénin.

Rochette s'étonna. Sa déposition fut de courte durée. A 3 h. 12 il regagnait le panier à salade.

Aujourd'hui, le capitaine Bouchardon ira voir Bolo à la Santé et entendra Goldsky en présence de son avocat, M^e Lewel, commis d'office.

Les biens de Bolo pacha et de sa femme

M. le président du tribunal de la Seine, M. Servin, jugeant en référé, a renvoyé, hier, à huitaine, la prononcé de son ordonnance dans la requête déposée par M. Maurice de Cevins, qui demande qu'un administrateur de justice soit nommé pour recueillir toutes les sommes, valeurs et biens, de Bolo et de sa femme. Le demandeur possède, ainsi que nous l'avons dit, sur Bolo pacha, une créance de 125.000 fr. qui, avec les intérêts, s'élève aujourd'hui à 200.000 francs.

L'alimentation de Paris

Les distributions de légumes secs

Le *Petit Journal* a annoncé que la Ville de Paris distribuerait des pommes de terre et des légumes secs aux familles bénéficiaires des allocations et à certains secourus. Ces distributions sont prochaines, probablement le 15 novembre. Avant leur mise à exécution, le Conseil municipal devra cependant discuter le rapport de M. Flanquette et Le Corbeiller qui vient d'être distribué à nos édiles.

En guise de préambule, les rapporteurs ont inscrit cette phrase :

Nos mobilisés parisiens, qui se sont battus sur tous les champs de bataille, avec l'action et l'héroïsme que l'on sait, ont besoin de savoir que ceux des leurs qui sont restés au foyer familial seront préservés des rigueurs de la saison d'hiver. Il faut qu'ils sachent que la municipalité parisienne continue à s'occuper d'eux.

Et ils concluent en exposant que 135 grammes de pommes de terre et 20 grammes de légumes secs seront répartis journalièrement aux bénéficiaires des allocations et leur seront distribués mensuellement à raison de 4 kilos de pommes de terre et 600 grammes de légumes secs.

Les ayants droit, sur le nombre de 687.000, mais en raison que les demandeurs n'atteignent que 570.000, ce qui laisse encore de la marge sur les 30.000 quintaux de légumes secs à distribuer, 15.000 quintaux seront vendus à prix réduits par l'Union des coopératives, sous le contrôle de la Ville de Paris, à un prix qui sera fixé ultérieurement. La dépense est estimée 7.740.000 francs.

D'autre part, le bureau du Conseil général s'est occupé de l'approvisionnement de la banquette. Le préfet de la Seine a déclaré qu'il mettrait à la disposition des maires, pour les distributions gratuites, 18.000 quintaux de légumes secs.

Après de multiples péripéties, je fus assez heureux pour les reprendre, dissimulés sous une roche où les acteurs du dernier complot ne les avaient point vu rouler ! Je passe.

Le bandit continua d'un ton sarcastique :

— Vous savez, d'autre part, que la fille Bertha Bonn était intéressante pour nous, j'ai trouvé moyen de lui lier complètement les mains, au cas où elle voudrait nous gêner, en m'emparant, dans l'incendie, du second médaillon où se trouve la photographie qui l'intéresse... Ce sont là, pourtant en conviendrez, des résultats importants entre tous. Ils ne sont pas suffisants cependant, messieurs, il leur de la !

Le misérable se penchait un peu pour continuer :

— Messieurs, l'heure est grave. L'Amérique, il n'en faut pas douter, se prépare à entrer dans la lutte qui bouleversera le monde... Eh bien, messieurs, mort à l'Amérique !

Les autres espions approuvèrent, l'orateur continua :

— Messieurs, le comité de préparation à la guerre doit remettre, ce soir, son rapport au Sénat. Ai-je besoin de vous préciser l'intérêt que présente ce document ?

A la façon d'un acteur, qui cherche un effet sur, le misérable scandala :

— Ce document, messieurs, est à l'heure actuelle dans le bureau du secrétaire d'Etat à la Guerre... Eh bien, patientez quelques instants, vous le posséderez... Je vais le chercher !

Or, ces paroles audacieuses soulevèrent, naturellement, une véritable stupeur parmi ceux qui venaient de les entendre.

Quoi ! ce document archisécret, ce document qui était au ministère, le chef de la « Menace Silencieuse » parlait ainsi d'aller le chercher ? comme si la chose eût été si simple ?

— Vous allez le chercher, mais comment cela ? interrogea un affilié.

— C'est mon affaire, monsieur ! fit le chef de bande.

Et il ajouta, narquois :

— Je suis cependant vous faire une confidence... Tenez, sans avoir l'air de rien, penchez-vous à la fenêtre... vous verrez que je monte en voiture... Oui ! c'est en voiture, et très ouvertement, que je me rends au ministère !

Le misérable ne bluffait pas !

Suivi d'un de ses acolytes il prenait place, peu d'instants après, dans une automobile.

Aut. ministère l'ordonnait.

Puis il avait un gros rire à l'adresse de son compagnon :

— Aucune difficulté pour m'inter, vous savez. J'ai un laissez-passer emprunté à un usinier... Ah ! nous avons des affiliés partout... Et c'est ce qui fait !

Il riait, satisfait.

Et il rit de la sorte si, moins confiant, il avait surveillé les allées et venues des voitures que les encombrements amenaient à croquer, ou à dépasser la sienne ?

Dans une de ces voitures était miss Dare... Et miss Dare, à la faveur d'un visage, avait soudain entrevu la silhouette du misérable.

Oh ! certes, la vision avait été brève. fu-

LA RÉPRESSION de la campagne alarmiste

M. Pierre Masse prescrit une grande vigilance

M. Pierre Masse, sous-secrétaire d'Etat, de la Justice Militaire et des Pensions vient d'adresser une circulaire aux gouverneurs militaires de Paris et de Lyon et aux généraux commandant les régions pour leur signaler la nécessité de réprimer sévèrement tous propos alarmistes tenus publiquement, toutes circulations de tracts pacifistes.

En présence, dit-il, des intrigues secrètes que l'ennemi multiplie pour essayer d'agiter le moral de la nation, les autorités publiques ont l'impérieux devoir de faire tous leurs efforts pour arrêter une propagande qui tente de troubler et d'affaiblir le pays.

M. Pierre Masse rappelle la circulaire que M. le garde des Sceaux a adressée récemment aux procureurs généraux, dans laquelle il leur recommande d'assurer la répression sévère des infractions de cette nature.

C'est en vue d'assurer les concours mutuels que doivent se prêter les diverses autorités judiciaires que M. Pierre Masse, vient d'adresser aux autorités militaires, une circulaire dans laquelle il dit :

« En ce qui me concerne, partageant entièrement sur ces différents points la manière de voir de M. le Garde des Sceaux, je vous recommande très instamment, soit lorsque vous serez saisi d'affaires de ce genre par les Parquets civils, soit lorsque vous saisissez d'office, en votre qualité de chef de la justice militaire, dans l'étendue de votre commandement, de relever toute infraction pouvant porter atteinte au moral du pays et d'assurer notamment une sévère répression de tout fait d'insolence, de déshonneur, de provocations de militaires à la désobéissance.

« Dans les affaires de cette nature, il conviendra de rechercher avec soin s'il s'agit de faits isolés ou si, au contraire, on se trouve en présence d'actes de propagande concertée et d'une véritable organisation ennemie.

« Toute affaire de ce genre devra m'être immédiatement signalée ainsi qu'à l'état-major de l'armée (2^e bureau).

« Dans la mesure de la compétence administrative toutes les poursuites engagées contre les individus étrangers et de vous tenir en contact étroit avec MM. les procureurs généraux à qui vous demanderez et à qui vous ferez la communication de tous renseignements de nature à faciliter la coopération qui doit être de règle en pareille matière.

« Je vous en prie de veiller avec soin à l'exécution de ces prescriptions afin d'arrêter toute propagande démoralisante et de faire échouer aux entreprises cachées de l'ennemi. »

Les étrangetés de Gennevilliers

Quatre nouvelles arrestations

Une longue liste de forfaits

Les trois jeunes malfaiteurs qui ont, le 12 octobre dernier, à Gennevilliers, en plein après-midi, tenté d'étrangler Mme Kerbel et étranglé Mme Leroux, dans les conditions que nous avons relatées, ne travaillaient pas seuls, et le nombre de leurs méfaits s'allonge chaque jour. M. Vallet, directeur de la Sûreté, a déjà obtenu d'un nombre d'aveux et quatre nouvelles arrestations ont été opérées. Tous ces individus, très jeunes, sans emploi, formaient une bande redoutable, terrorisant la banlieue nord.

Les quatre nouveaux arrêtés qui ont, d'ailleurs, commis aussi de nombreux vols en Seine-et-Oise, se nomment Maurice Carlin, 20 ans, Jean Remond, 17 ans, Marcel Lefèvre, 20 ans, et un déserteur, Paul Renin, dit Marceau, âgé de 20 ans.

Tous ces malfaiteurs se partageaient la besogne qu'ils accomplissaient, soit ensemble, soit en deux équipes. C'est ainsi que le 11 septembre dernier, ils cambriolèrent un pavillon habité par Mme Lefèvre, impasse du Boage, à l'île Saint-Denis ; le 2 octobre, ils volèrent à main armée Mme Lefèvre, à la Courneuve, le même jour, à 10 heures du matin, ils attaquèrent une personne restée encore inconnue, au Blanc-Mesnil, et lui volèrent 190 francs ; au Bourget, un encaisseur se voyait, toujours le 2 octobre, soustraire 200 francs à main armée.

Le 4 octobre, un jeune homme, M. Cebbe, qui longeait les fortifications, près d'Auteuil, se vit, sous menace de revolver, dépouiller de son portefeuille, de sa montre en or et de son portefeuille ; dans la soirée, c'est le vol au poivrier que la bande pratique sur un passant, place de l'Étoile, à Saint-Denis, rapport 20 francs.

Le 11 octobre à Drancy, Mme Ledoux, qui portait deux lapins et une sacoche contenant 750 francs, est dévalisée ; toujours sous menace de mort ; à Villeneuve-la-Garenne, c'est Mme Senectaire, son réticule ne contenant que 8 francs.

Le 12 octobre, dès 7 heures du matin, Mme Georgette Saint, domestique, chez M. Fillet, 30, route de Bondy, à Drancy, faillit être victime de plusieurs de ces malfaiteurs, elle fut seulement dépouillée. Le même jour, à 11 heures de l'après-midi, les malfaiteurs, Mme Ledoux, institutrice, au Drancy, et lui volèrent son portefeuille ; parmi ses agresseurs, la victime signala qu'il se trouvait un soldat.

Et nous arrivons deux heures après, à la tentative de meurtre et au meurtre de Gennevilliers qui ont eu pour auteurs les trois chefs de la bande, arrêtés dès dimanche à Paris, Chappé, Bimont et l'étranger Bodereau.

La bande n'est pas encore toute sous les verrous et M. Vallet n'a pas encore fini d'établir la liste des forfaits commis par elle, certaines victimes ne s'étant pas encore fait connaître. Mais, dès à présent, c'est un beau coup de fil que vient de réussir le chef de la Sûreté.

Monté à bicyclette, M. Louis Marbot, 17 ans, demeurant 45, rue du Chevaleret, suivait la rue de Tolbiac parallèlement au tramway de la ligne Porte de Saint-Cloud-Porte de Vincennes. Soudain, à l'angle de l'avenue d'Italie, le tramway s'arrêta et le jeune homme, perdant l'équilibre, tomba sous le véhicule. Il fallut le concours des pompiers pour le dégager. Transporté à la Pitié, l'infortuné fut ensuite ramené à son domicile, où il est mort en arrivant.

Elle volait pour ses enfants

Dans un grand magasin de la place de la République, on arrêtait, hier, une femme, Julie Revol, 45 ans, demeurant boulevard de Magenta, au moment où elle dérobait deux tracts de chaussures d'enfants et une paire de bas. Emmenée au commissariat, elle déclara avoir neuf enfants et être dans la plus profonde misère. On l'a laissée en liberté provisoire.

Bizarres accident

Sur le berce du quai de Grenelle, six chevaux, appartenant à la Cie du Gros Camionnage, étaient au repos, près d'un tombereau attelé, attendant que celui-ci soit chargé pour le démarer. Soudain, le cheval de tête avança de quelques mètres, glissa, tomba dans la Seine et entraîna à sa suite les cinq autres chevaux. Tous furent noyés. Les six cadavres ont été amenés au pont de Grenelle.

FAITS DIVERS

27^{ME} ARRET. — Rue Marc-Séguin, 6, M. Ernest Lorin, 47 ans, chef d'atelier d'une fabrique de pianos, est descendu dans l'ascenseur et la cage, l'appareil s'étant remis subitement en marche alors que M. Séguin voulait en sortir. La mort a été instantanée.

La Chambre de Commerce de Paris et le Relèvement des Tarifs de chemins de fer

La Chambre de Commerce de Paris vient d'adopter les conclusions d'un rapport de M. Jourdain entièrement favorable au relèvement des tarifs de chemins de fer.

LES TRIBUNAUX

Le séduisant capitaine

n'était que simple soldat de 2

LE CHANCELIER DE DEMAIN

Le retour du Kaiser va-t-il dénouer la crise ?

(Du correspondant du Petit Journal)
Zurich, 23 Octobre. — Le Kaiser est rentré à Berlin sans aucun arrêt en Autriche. Von Kuhlmann est également arrivé à Berlin après avoir interrompu son voyage à Budapest pour une brève entrevue avec Wekerle à Vienne où il s'est arrêté un peu plus longtemps. Von Kuhlmann s'est entretenu avec le comte Czernin chez qui il a été reçu à dîner ; la durée de son séjour en Autriche et en Hongrie n'a guère dépassé 24 heures.

On apprend seulement maintenant que le ministre prussien de la Guerre, von Stein, accompagnait le Kaiser à Constantinople.

Après la rentrée à Berlin

La plupart des journaux allemands considèrent que le retour du Kaiser sera suivi par un rapide dénouement de la crise gouvernementale. Tous s'accordent à considérer la démission de Michaelis comme inévitable.

Les journaux de droite gardent un silence à peu près complet pour laisser au Kaiser le soin de prendre les décisions nécessaires.

Les journaux de gauche demandent un changement complet et expriment l'espoir que le Kaiser, sans renoncer à aucune de ses prérogatives, tiendra à consulter les chefs de partis du Parlement.

La Gazette de Voss écrit que le départ de Michaelis ne sera certainement pas une perte pour l'Allemagne ; pendant la courte durée de son passage au pouvoir, l'Allemagne n'a rien perdu de ses avantages militaires, mais elle a certainement perdu du terrain au point de vue politique.

On prévoit une grande surprise

Les Dernières Nouvelles de Munich écrivent : La décision que rendra l'empereur nous réserve peut-être encore une grande surprise. Il y a, en tout cas, une situation qui nous paraît considérée comme un danger absolu et nous ne pouvons que nous attendre à ce que le Kaiser, en prenant cette décision, ne se soit pas laissé influencer par les conseils de ses amis.

La paix démocratique des Soviets

Petrograd, 23 Octobre. — La presse commente le programme de paix démocratique élaboré par le comité central des Soviets. Elle trouve que ce programme est imprécis et peu acceptable par la Russie et les Alliés.

Où git l'un des monstres de l'air

(Du correspondant du Petit Journal)
Marseille, 23 Octobre. — De Sistiéron : C'est exactement à Châteaufort-de-Chabre (Hautes-Alpes), en face de Mison, (Basses-Alpes), canton de Sistiéron, qu'est tombé le zeppelin dont plus de trois mille personnes ont contemplé hier les débris.

Le zeppelin perdu en mer

Il est établi à Toulon que de l'un de nos forts le zeppelin avait été également aperçu. Les hydravions de Toulon et de Fréjus-Saint-Raphaël lui firent la chasse jusqu'à la nuit ; qu'on le poursuivit, il changea de direction sud-est par la direction sud-ouest et piqua au large de la Méditerranée. Voula-t-il se diriger vers les côtes d'Espagne ? Cette question est venue à l'esprit de nos courageux aviateurs de marine, qui n'abandonnèrent leur poursuite qu'à la nuit. Ce qui apparaît certain, c'est que, quel qu'il ait été le plan des occupants du zeppelin, celui-ci a dû finir par se perdre en pleine mer.

Un zeppelin a été touché en Angleterre

Londres, 23 Octobre. — Un débris de zeppelin appartenant touché par un éclat de shrapnell, a été trouvé dans un comté du nord-est.

La faillite des zeppelins

Amsterdam, 23 Octobre. — La désastre des zeppelins en France a été annoncé hier en Allemagne et a causé une consternation générale.

Les journaux n'ont pas été autorisés à parler du fait avant que le communiqué officiel de l'Amirauté ait été publié. Le Kaiser a été informé pendant qu'il se trouvait à Berlin, retour de Turquie.

DANS LES FLANDRES

Contre-attaques allemandes repoussées

COMMUNIQUES BRITANNIQUES
23 Octobre, après-midi.
Dans la soirée, les Allemands ont attaqué un de nos nouveaux postes de la partie méridionale de la forêt d'Houthulst, nous obligeant à ramener nos troupes un peu en arrière.

Sur le reste du front, nous avons maintenu et consolidé tous nos gains. La pluie est tombée de nouveau pendant la nuit ; le temps est orageux et incertain.

23 Octobre, 22 heures 30.
En outre de l'attaque allemande signalée au communiqué de ce matin, l'ennemi a contre-attaqué par deux fois, hier soir. Une première fois, il a essayé d'avancer le long de la route Poelcappelle-Westroosbeke. Mais, à deux cents mètres de notre nouvelle position, les pertes que lui infligeait le feu de notre infanterie et de nos mitrailleuses l'ont obligé à reculer. Notre artillerie a détaché alors un barrage dont les survivants ont eu beaucoup à souffrir pendant leur recul.

Une deuxième contre-attaque à gros effectifs s'est produite juste au nord de la voie ferrée Ypres-Staden et, là encore, les Allemands ont été repoussés par nos fusils et nos mitrailleuses.

Une autre attaque ennemie contre nos positions en forêt d'Houthulst, au nord-est de Veldhoek, a complètement échoué et des prisonniers sont restés entre nos mains. Les Allemands ont tenté alors, sans succès, de reprendre une des fermes fortifiées conquises hier par nos troupes au sud-est de Poelcappelle.

Malgré le mauvais temps, l'artillerie a été active de part et d'autre sur le front de bataille pendant toute la journée.

Aviation. — Le 22, le changement de temps a presque rendu tout impossible jusqu'à midi. En dépit de la pluie et de la mauvaise visibilité, nos pilotes ont travaillé en liaison continue avec l'infanterie pendant son attaque, signalant ses progrès et l'aider de leurs mitrailleuses.

Ils ont tiré abondamment sur des buts de terre, tels que : emplacements de mitrailleuses, troupes dans des entonnoirs, formations en masses dans les villages.

Dans la journée, de nombreuses bombes ont été lancées sur des cantonnements et baraquements, ainsi que sur l'infanterie allemande qui se tenait dans les trous d'obus et dans les tranchées.

Les Allemands ont jeté, ces dernières nuits, une grande quantité de projectiles sur nos zones avant. Par contre, la nuit dernière, les avions ennemis ont montré beaucoup moins d'activité, sauf dans la région de Dunkerque. Dès le crépuscule, nos pilotes ont attaqué avec énergie sept aérodromes ennemis, jetant leurs bombes près de hangars et d'avions qui se trouvaient sur le terrain à découvert. Plus tard, dans la nuit, ils ont attaqué la gare de Courtrai. Un projectile atteignant un train a déterminé un incendie en queue du convoi. Peu de combats dans la journée. Deux appareils ennemis ont été abattus. Deux de nos avions sont entrés en collision au-dessus des lignes ennemies. Un autre n'est pas rentré.

BELGE
Pendant les journées des 22 et 23 octobre, notre artillerie a exécuté un grand nombre de tirs de destruction sur les batteries ennemies. La réaction de l'adversaire a été faible. Pendant la soirée du 22, des avions ennemis ont jeté plusieurs bombes sur nos cantonnements. Il est confirmé que, le 17 octobre, le sous-lieutenant Thieffry a abattu son dixième avion.

Un milliard de valeurs et propriétés appartenant aux Boches séquestrées aux Etats-Unis

New-York, 23 Octobre. — Le Times écrit qu'à Washington on envisage la saisie de deux cents millions de dollars de valeurs et de propriétés séquestrées appartenant à des Allemands.

Le montant de cette somme sera employé à souscrire à l'emprunt de la Liberté.

Paderewsky collaborateur du colonel House

Washington, 23 Octobre. — Paderewsky a décidé de ne plus donner de concerts ; il a fixé son domicile à Washington pour collaborer avec le colonel House à recueillir les renseignements qui serviront aux négociations à la conférence de la paix à la fin de la guerre.

Paderewsky se consacra à la question polonaise.

La Norvège s'émue du torpillage de ses navires

Christiania, 23 Octobre. — On estime que la destruction du convoi de bateaux norvégiens par les navires allemands est due à l'espionnage.

Les détails qui ont été reçus sur l'assassinat des marins norvégiens continuent à provoquer dans l'opinion publique une vive émotion.

On annonce que le Parlement va discuter un projet de loi déposée il y a quelques temps et autorisant le roi à déclarer la guerre, en cas de défense, sans autorisation préalable du Parlement. — (Narav).

Croiseur auxiliaire anglais torpillé

Londres, 23 Octobre. — Le croiseur auxiliaire Orama, commandé par le capitaine W. Moorson, a été torpillé et coulé le 19 octobre. On ne signale pas de victimes.

Pour la possession des crêtes de Passchendaele

(De l'envoyé spécial du Petit Journal)
Front britannique, 23 Octobre. — Le sol des Flandres sèche lentement, mais il est encore détestable et l'on comprend maintenant l'importance attachée par le général Haig à la possession des crêtes de Passchendaele. Quand on aura achevé d'en déloger la vermine allemande on se sera assurés des quartiers d'hiver beaucoup moins mauvais que les marécages dont nos ennemis devront se contenter et dans lesquels s'accrochera, à coup sûr, la moisissure de leur moral.

Soleil mis à profit

Les journées de soleil que nous traversons ont été mises pleinement à profit par le commandement britannique selon que la brume du matin se lève plus ou moins tôt, les escadrons de reconnaissance font des moissons plus ou moins abondantes de clichés photographiques, leur nombre varie de 400 à 800 et leur arrive quotidiennement d'enregistrer des incendies, des explosions occasionnelles par des jets de bombes sur des voies ferrées, des convois, des baraquements, des dépôts. Pendant ce temps, les avions de chasse continuent à détruire et disperser les adversaires, perpétrant les traditions du mois de septembre au cours duquel, si l'on perdait 112 appareils, on en démolit à l'ennemi 285.

A titre d'exemple le 17, jour de grande visibilité, 98 bombes sont déposées sur des points sensibles du front et de l'arrière. On a ainsi 16 machines allemandes, on n'en perd que 3 anglaises. Le village on lance 3.500 kilogrammes d'explosifs, partie le jour, partie la nuit, sur des positions situées entre Gand, Douai et Courtrai.

Ils sont nerveux

Le nervosité allemande s'est accrue sur toute l'étendue des lignes occupées par nos alliés. A tout moment ils s'attendent à une attaque et ils renforcent leurs batteries d'où part un cri d'alarme sous forme d'un billet écrit par un officier d'infanterie à un collègue artillerie. Les Allemands nous bombardent avec un incroyable acharnement et la tranchée n'en peut plus, le parapet s'écroule, nos hommes ne revent y suffire ; il ne faudrait pas que les Allemands, à tout moment, nous contrebatteraient, surtout nos troupes de première ligne.

Cette dernière préoccupation nous la retrouvons dans tous les secteurs : elle accompagne l'angoisse des pertes infligées sans répit par le canon britannique.

Du côté de Menin un homme écrit : « Je vis sous le feu roulant ; en quatre jours, quatre divisions ont été écrasées. Hier il nous a fallu enterrer deux compagnies entières ! »

Autre lettre non moins significative du 17 juillet-14-12 août : « Nous avons dû tenir sous un feu d'enfer sans être relevés. Pour nous donner une idée de nos pertes colossales, ma compagnie comptait 140 hommes, il en reste 18 ! »

De tels documents viennent de plus en plus nombreux grossir le dossier d'espoir de nos alliés et soutient la ténacité de leur effort.

Un début d'investissement

Celui qu'ils ont accompli hier en conjonction avec les troupes du général Anthonio, bien que modestement qualifié par eux de seconde, est de première importance en ce qu'il touche notre action à venir au delà de Poelcappelle et de la forêt d'Houthulst. Cette opération peut être considérée comme un début d'investissement qui rejette les Allemands dans les profondeurs des sous-bois dont nous tenons fermement les lignes sud et sud-est, en dépit des efforts vaineux et répétés de l'ennemi pour nous en déloger. Notre adversaire ne pouvait supposer que nous aurions cette audace d'attaquer, même partiellement de front, cette forteresse boisée pourvue par lui du plus formidable système de défense que lui aient suggéré sa science et son expérience de la guerre, hardiesse heureuse d'une fois de plus l'impétuosité britannique put emporter le succès.

Les contre-attaques forcées d'un adversaire déconcentré n'ont réussi qu'à obtenir ici ou là le repli de quelques postes avancés sans le moindre fléchissement de nos nouvelles lignes.

R.-D. de Meratray.

COMMUNIQUES OFFICIELS

De la Champagne à la Meuse

COMMUNIQUE FRANÇAIS
23 Octobre, 14 heures.
Au nord-ouest de Reims, actions d'artillerie assez vives au cours de la nuit. Trois coups de main dirigés sur nos petits postes à l'ouest de Bernécourt et à l'est de la Neuville n'ont donné aucun résultat.

En Argonne, une incursion dans les tranchées allemandes du bois de Cheppy nous a permis d'infirmer des pertes à l'ennemi et de ramener des prisonniers.

Sur la rive droite de la Meuse, la lutte de l'artillerie a pris un caractère violent vers la fin de la nuit dans la région au nord de la cote 344.

RUSSE
Petrograd, 23 Octobre. — (Officiel). — Dans la direction de Riga, région de Skoul, nos troupes ont occupé la ligne d'avant-garde abandonnée par l'ennemi. Dans la région nord de la métairie de Hinzberg, nous avons occupé, après combat, les tranchées de l'ennemi.

ITALIEN
Rome, 23 Octobre. — (Officiel). — Hier, dans le Cadore, nos positions sur le Mont Piana (lac de Misurina) ont été fortement attaquées par des détachements austro-allemands. Après une dure lutte, l'adversaire a été rejeté et a subi des pertes graves.

Un élément de tranchée isolé, qui était provisoirement resté en possession de l'adversaire, a été reconquis ce matin, à l'aube, par nos détachements d'assaut.

Sur le reste du front, l'activité combattive locale s'est maintenue plutôt vive. Dans le val Cordevole et au sommet du val Padola, des détachements ennemis ont été repoussés.

Sur plusieurs points du front des Alpes Juliennes, la lutte d'artillerie a continué avec intensité toute la journée.

Le beau temps a favorisé les actions aériennes. Deux avions ennemis ont été abattus par un de nos avions ; l'un, allemand, est tombé dans nos lignes, près de Gargaro, l'autre au nord de Podlaka, devant nos positions.

ARMEE D'ORIENT
22 Octobre. — L'ennemi a tenté, sur le front serbe et dans la boucle de la Cerna, plusieurs coups de main qui ont été repoussés.

Un débarquement allemand échoué sur le littoral de la Baltique

Petrograd, 23 Octobre. — (Officiel). — On ne signale aucune rencontre. Près de Kovasta, des vaisseaux ennemis, dont deux cuirassés, cinq croiseurs et des torpilleurs, ont été signalés. Le 21 octobre, les torpilleurs ennemis ont bombardé le littoral dans la région du village de Tohele (trois versés au nord de Werder). L'ennemi, qui tentait un débarquement dans la région de la métairie de Majakole (doux versés au nord de Werder), a été repoussé par nos troupes du littoral.

Zeebrugge bombardé

Londres, 23 Octobre. — Un communiqué de l'Amirauté britannique annonce : Nos avions ont bombardé les voies de garage de Melle, près de Gand, dans la nuit du 21 octobre ; plusieurs bombes ont touché les objectifs.

Nous avions tenté de bombarder l'aérodrome de Saint-Denis-Westrem, dans l'après-midi du 22 octobre ; mais, par suite de gros nuages, ils ont lancé leurs bombes sur le mole de Zeebrugge ; deux petits bâtiments ont été atteints. Des bombes ont éclaté également près de la base d'hydravions et des bâtiments sur le mole.

Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

L'homme aux trente-six femmes

Une entreprise d'escroquerie au mariage

Si le gros homme aux cheveux longs et à la barbe hirsute, Victor-William Saglier, âgé de 53 ans, qui s'est assis hier sur les bancs de la cour d'assises de la Seine pour y répondre du crime de polygamie, il a point épousé les femmes nombreuses qu'il a courisées pour leur croquer leur dot, il en a compté au moins cinq.

La première fois que Saglier convola en justes noces, c'était en 1896, le 24 octobre ; il épousa Mlle Sabine de Marcey. C'était un beau gargon alors, intelligent, licencié pour la langue anglaise, professeur dans un établissement d'enseignement, appartenant en outre à une excellente famille.

Volage, il ne resta pas longtemps avec sa femme qu'il abandonna pour aller vivre avec la nourrice de son enfant, Marie Lefèvre, que dans ses aventures nombreuses Saglier n'a jamais quittée et qui, hier, porta sa complicité dans ses escroqueries.

Ses assises à ses débuts devant le jury de la Seine. Le 28 novembre 1905, il devint veuf. Il n'attendit pas cette date pour se remarier. En 1909, il s'était rendu en Allemagne, à Bonn, et y retrouva une ex-gouvernante de chez ses parents, Pauline Vewers, qui justement se trouvait à la tête d'une belle fortune que venait de lui laisser son défunt mari, brasseur du nom de Behstein. Mais la veuve avait pris des précautions pour que son nouvel époux ne pût disposer de son argent. Cela ne fit pas ses affaires, il revint en France.

Alors commença pour Saglier toute une entreprise d'escroqueries au mariage, épousant à l'aide de faux états civils à Bordeaux, le 1er février 1913, sous le nom de Paul Rogier, une demoiselle Pescanda, qu'il quitta au bout de quinze jours en lui emportant sa dot : 25.000 francs ; à Nantes, le 13 mars 1915, avec les papiers d'un sieur Henault, il convola avec Mlle Sabourin, qui lui apportait 16.000 fr. ; à Neuilly-sur-Seine, le 24 juillet 1916, en prenant le faux état civil de Victor Rodet, il conduisit devant le maire Mlle de Montauzan qui lui apportait une dot de 58.000 fr. Ses exploits étaient finis ; en février 1917 le polygame fut arrêté à Quiberon avec sa complice, Marie-Augustine Lefèvre, qu'il faisait passer chaque fois aux yeux de sa nouvelle femme pour sa sœur.

Hier, l'audience, ont défilé des femmes qui faillirent tomber dans les filets de l'escroqueur. Aujourd'hui, les débats continueront pour le réquisitoire et les plaidoiries.

CONDAMNATION A MORT
Chartres, 23 Octobre. — La cour d'assises a condamné à mort le nommé Fernand Guillard, âgé de 29 ans, et aux travaux forcés à perpétuité Jean-Louis Mercier, âgé de 34 ans, d'origine belge, tous deux mœurs à Nogent-le-Roi, qui dans la nuit du 28 juillet ont assassiné trahisonnement le garde Maximilien Chaillet, de Faverolles.

CE QUE DIT LA PRESSE

LE MINISTRE
Du Figaro (M. Alfred Capus) :

Les ministres d'aujourd'hui sont les ministres d'hier moins un. C'est à quoi aboutit l'une des crises les plus complexes et les plus obscures que nous ayons connues depuis longtemps. En somme, il est évident que tout de France a été ébranlé pour former M. Ribot, le pouvoir. Quelles sont les raisons profondes d'une pareille opération ? C'est ce que l'avenir nous apprendra, à moins que le passé n'y suffise.

De l'Evénement (M. Alexandre Varenne) :
Le ministre Painlevé pourra vivre si les leçons de ses débuts lui ont profité et s'il sait, dans les jours qui vont venir, par son action diplomatique, militaire, économique, donner l'impression qu'il est en progrès et qu'il vaut mieux, en somme, que la réputation qu'il s'est faite.

Du Gaulois (M. Georges Foucher) :
Si nous n'étions en guerre, je ne manquerais pas de me réjouir du plaisir que va causer à M. Caillaux l'attribution à M. Barthou du plus important des portefeuilles.

De la Lanter (M. Marcel Sembat) :
Crise terminée ? Allons donc ! Personne n'est consenti à croire que le substitution de M. Ribot à M. Barthou ait donné au cabinet Painlevé la vie qui lui fait défaut.

De l'Echo de Paris (M. Garçon) :
Le remaniement d'hier ne change rien en somme : ni les hommes, ni les choses. Les socialistes se réjouissent sans doute du départ de M. Ribot. Ce n'est point pour ces opérations et ces satisfactions de partis que l'opinion réclame un gouvernement de guerre.

De l'Humanité (M. Pierre Renaudel) :
Cette transformation espérée de nature à nous donner le gouvernement de guerre que nous sollicitons, non pour notre satisfaction de parti, mais pour le salut de la nation ? C'est la seule doute la réponse que la Chambre cherchera dans l'événement.

De la Libre Parole :
Il est, il y aura des mécontents : tous ceux qui espéraient, dans un bouleversement, obtenir un portefeuille ; ceux aussi qui auraient voulu écarter du gouvernement certains hommes dont l'indépendance leur est suspecte ; et encore et surtout les socialistes qui ne se consolent pas de s'être bannis eux-mêmes des sphères ministérielles et qui voyaient un coup de Providence dans la vacance du portefeuille des Affaires étrangères si parfaitement adéquates aux ambitions, sinon à la compétence de M. Albert Thomas.

Rappel :
Le fait de voir le cabinet allégé de M. Ribot et de pressentir la bonne volonté d'entente qui anime M. Barthou est de nature à inspirer confiance.

De la Bataille :
La guerre n'a point modifié le tempérament de nos législateurs, que quarante-sept ans de redondances ont habitués à la musique du verbe. De la vient qu'ils résument, gravement leur pensée, dans une certaine formule tranchante comme un couperet de guillotine : « Ministère Painlevé, ministère d'un mois, pendant ce temps, le canon tonne. »

L'ACTION FRANÇAISE
La suspension doit avoir été frappée l'Action française a été rapportée, mais l'heure tardive à laquelle cette décision a été communiquée ne nous a pas permis de réparer le matin. L'Action française reparaitra, en conséquence, jeudi matin.

Autour de Paris

Menuisier. — M. Dumetz, menuisier, est victime d'un larcin et on a arrêté une jeune femme, nommée Lacroix, qui, dans sa boutique, se trouvait une certaine somme d'argent.

Démolition. — Grèvevilliers souffrant, M. Gaston Devienne, menuisier, rue Saint-Pierre, s'y noie dans son bain.

Deux délinquants d'Esquennoy ont été condamnés chacun à 1.000 francs d'amende pour fraude sur les vins.

Créel. — Le soldat Lucien Petit, fils du secrétaire de la mairie, objet d'une belle citation, vient d'être décoré de la croix de guerre.

Pont-Saint-Marcen. — M. Desroze, député de l'Aube, maire de Pont-Saint-Marcen, vient de prendre un arrêté instituant la carte de charbon.

Rouvres. — Une meuble de blé, appartenant à Mme Germaine Vasseur, a été détruite par un incendie.

Senlis. — Un jeune homme de 15 ans, Dominique Pellegrin, dont la famille habite Marseille, qui s'était enfui pour gagner le front, vient de demander à être rapatrié.

Le conseil d'arrondissement de Senlis ne fasse plus partie de la zone des armées et que les communications téléphoniques et télégraphiques soient rétablies ; que la chasse soit ouverte dans tout l'arrondissement et que les routes et chemins défoncés par suite du passage des convois militaires soient remis en état le plus vite possible.

Vineuil. — Une meule d'avoine, appartenant à M. Deschamps, a été détruite par un incendie.

Château-Thierry. — Un ouvrier, Victor Loyer, 57 ans, se jette dans la Marne ; le courant, très violent, empêche de retirer son cadavre. Trois de ses parents ont péri dans les mêmes conditions.

Les carnets de pain sont chez les boulangers

La journée d'hier devait être la dernière pour la remise des cartes de pain aux boulangers, aussi sommes-nous allés demander dans diverses mairies parisiennes si cette distribution s'était effectuée sans incidents.

Presque partout il nous a été répondu qu'une semaine encore serait nécessaire pour la remise totale des carnets, étant donné le grand nombre de retardataires dont beaucoup n'ont même pas encore donné leurs cartes aux bureaux chargés de les centraliser.

De leur côté, les boulangers que nous avons vus nous ont dit qu'ils avaient reçu la presque totalité des cartes de leurs clients et que, d'une façon générale, peu d'omissions étaient à constater.

Par contre, ont-ils ajouté, rares furent les personnes qui nous ont réclamé leurs cartes qu'ils n'ont pas encore reçues, le rationnement n'étant pas encore défilé.

Disons encore que tous les boulangers se prêtent de bonne grâce aux exigences de la réglementation future qui, cependant, leur impose un surcroît de travail.

La crue de la Seine augmente

Nogent-sur-Maine, 23 Octobre. — Le service hydrométrique prévoit aujourd'hui une nouvelle hausse de 25 centimètres ; le fleuve atteindra 2 m. 55.

Les trompes et sirènes à poste fixe semblent trop faibles

Malgré les premières impressions relevées à l'occasion des essais de trompes et sirènes à poste fixe nous avons parlé à diverses reprises, impressions qui semblaient en partie favorables à l'expérience, celle-ci ne paraît pas devoir être généralisée. Un certain nombre d'experts ont estimé que les moyens essayés étaient insuffisants. D'autre part la préfecture de police, comme nous-mêmes d'ailleurs, a reçu de nombreuses critiques des habitants.

Le son des sirènes se confond trop, dit-on, avec certaines trompes d'automobiles et avec les coups de sifflets stridents et prolongés que l'on entend souvent vers minuit. Les personnes, ajoute-t-on, qui sont souffrantes et, par conséquent, plus nerveuses, celles qui demeurent aux étages les plus élevés des immeubles, et qui désirent s'abriter dans les refuges de chausse ou sous les voûtes solides, comme le conseil en est donné, ces personnes sont mises à une pénible épreuve pendant le moment de doute que produit cette confusion des sons. Dans les quartiers des boulevards, où les bruits sont incessants, cette distinction des sons est très difficile.

Aussi, devant ces faiblesses du nouveau système expérimenté, beaucoup de personnes estiment-elles que l'ancien mode d'avertissement, celui donné par les pompiers, avec « garde à vous » et « berloque » est bien préférable.

L'administration n'a pas encore pris de décision ; elle déclare cependant que les moyens expérimentés l'autre jour sont insuffisants.

Les députés socialistes allemands au front

Amsterdam, 23 Octobre. — D'après des déclarations de prisonniers, les députés socialistes allemands David et Scheideemann, envoyés par le gouvernement impérial, font des tournées sur le front pour remonter le moral des troupes et leur promettre des améliorations et des avantages politiques. Ces députés sont passés à Vouziers le 15 septembre.

Les Administrations et Grands Magasins Dufayel

PALAIS DE LA NOUVEAUTÉ

seront ouvert le Dimanche 28 Octobre et le Jeudi 1er Novembre, jour de la Toussaint ; ils seront fermés le Vendredi 2 Novembre, Jour des Morts.

Des prisonniers civils français et belges arrivent à Evian

(De l'envoyé spécial du Petit Journal)
Evian, 23 Octobre. — Hier soir est arrivé un convoi de 114 prisonniers civils français et belges dont la plupart étaient internés en Suisse depuis plusieurs mois déjà.

LAIT CONDENSÉ FARINE LACTÉE NESTLE LA MARQUE PRÉFÉRÉE

NÉCROLOGIE

Nous apprenons la mort du vice-amiral Caillaud, grand-croix de la Légion d'honneur, décédé en son domicile, à rue Marguerite. Ses obsèques auront lieu aujourd'hui mercredi 24 courant, à 10 heures précises, en l'église Saint-François de Sales, où on se réunira. Inhumation au cimetière Montmartre. Ni fleurs ni couronnes. Le présent avis tiendra lieu d'invitation.

LE "TIP" remplace le Beur

INAUGURATION de « La Maternité ouvrière de Levallois et Neuilly »

Depuis que les femmes ont dû, par suite de la guerre, quitter leurs logis afin d'aller travailler dans des ateliers, créer, au milieu des agglomérations d'usines, des garderies où les petits enfants des ouvrières a été l'une des préoccupations des municipalités, des industriels et des œuvres philanthropiques.

A Levallois-Perret et Neuilly, il se forma, dans ce but, un groupement qui, sous l'impulsion de M. Brière directeur de l'usine Delcourt, réunit des collaborateurs et des fonds, travaille et vient de réussir à édifier, dans un terrain situé entre les rues Danton et Ernest Cognacq, à Levallois, la garderie appelée « La Maternité ouvrière de Levallois et de Neuilly ».

Construite en briques blanches avec bois apparents peints en vert, divisée en plusieurs bâtiments entourés de pelouses et jardins, et dont l'intérieur est joliment décoré avec des frises de fleurs des champs, devant la lumière du jour par de petites fenêtres à rideaux blancs et bleus, cette garderie a le charme d'une villa artistique. Salles de bains, réfectoires, cuisines, vestiaires, salles de jeux, y sont installés avec les meilleures installations modernes.

Elle peut abriter 150 enfants dont les mères travaillent dans les usines avoisinantes. Sa directrice est Mme Taton, surveillante des hôpitaux.

Présentée par M. Clerget, président du groupe des industriels qui l'ont édifiée, elle a été inaugurée hier après-midi, par MM. Loucheur, ministre de l'Armement, les sénateurs Delcros et Strauss, le député Albert Thomas, M. Brissac, représentant le ministre de l'Intérieur, le capitaine de Kerne, de l'aviation, reçus par M. Lesage, maire de Levallois, et ses conseillers municipaux ; une délégation de la municipalité de Neuilly et un grand nombre de personnalités de ces deux communes.

REVENDEMENTS SYNDICALES

Les Travaillistes de l'Etat. — Le conseil central de l'Union fédérative des travailleurs de l'Etat s'est réuni, à la Bourse du Travail, et a adopté l'ordre du jour réclamant, pour les intéressés une amélioration de traitements en raison de la cherté de vie. Une demande sera faite auprès des administrations pour faire aboutir cette revendication.

Dans le personnel des transports en commun

Les délégués des transports en

